

Leviers du développement rural – la place de l'éducation



Synthèse du
rapport de
recherche réalisé
par le Centre Henri
Aigueperse

Béatrice Laurent
Denis Adam

Étude menée pour



Agence d'objectifs



mai 2024

Indéniablement le monde rural vit une profonde transformation. Celle-ci n'est pas tout à fait nouvelle, même si l'on peut lire des articles récents qui s'y réfèrent, comme celui de Sylvain Baudet¹ publié le 6 février 2024 sur le site de la Caisse des dépôts intitulé « *La ruralité entre dans une nouvelle ère* ». Il y décrit ainsi leur évolution :

« Espaces nourriciers pour les uns, récréatifs et de ressourcement pour les autres, souvent perçus comme étant les interstices déconnectés de la métropolisation triomphante, les territoires ruraux ont longtemps été les parents pauvres de la politique nationale d'aménagement du territoire. Dans leur diversité, ils rassemblent pourtant un tiers de la population française, et une part importante de l'identité et de l'imaginaire collectif. Surtout, ils redeviennent aujourd'hui des lieux stratégiques pour reconquérir la souveraineté alimentaire, des lieux d'innovation et de coopération où vont devoir s'inventer les solutions pour une transition écologique réussie, valorisant les bioressources, et préservant au mieux la biodiversité et le vivant ».

En fait, il convient de distinguer trois périodes marquantes pour les territoires ruraux durant les 80 dernières années. À la fin de la seconde guerre mondiale, il est impératif de "nourrir la France". Le pays et ses dirigeants vont donc compter sur les campagnes et leurs principaux habitants, les paysans, pour développer une agriculture intensive et nourricière. Il faut retenir les jeunes pour qu'ils reprennent la ferme familiale. Aussi, confie-t-on aux lycées agricoles instaurés par le « *lois Debré-Pisani de 1960-1961 qui donnent naissance au "véritable" enseignement agricole* », comme l'écrit Anne-Marie Lelorrain², à la fois la formation initiale et permanente des agriculteurs, et l'animation des territoires en particulier par l'action culturelle et l'éducation populaire. Dans un contexte de mécanisation, d'usage d'engrais, de pesticides, d'agrandissement des surfaces cultivées... Pierre Cornu identifie, dans une « *mise en perspective historique de la géographie rurale française* »³ une période « *d'étude d'un monde en mutation (1945-1968)* ». Elle sera suivie par ce qu'il désigne comme étant « *le temps des remises en cause (1968-1992)* », marqué par des interrogations quant au modèle de développement prôné jusqu'alors et reposant sur la seule agriculture. Alors qu'un exode urbain massif se développe très rapidement, l'historien constate que « *la ruralité "territoriale" apparaît en effet plus déprimée encore, no man's land des derniers représentants d'une civilisation agraire révolue et des premiers "marginiaux" volontaires de la néoruralité* ». La "métropolisation" impose aux territoires ruraux sa logique d'aménagement uniformisante : « *équipements routiers et autoroutiers, industrie des loisirs, conversion ou*

1 <https://www.caissedesdepots.fr/blog/article/la-ruralite-entre-dans-une-nouvelle-ere>

2 Lelorrain, Anne-Marie. « *L'évolution de l'enseignement agricole depuis les débuts de POUR* », *Pour*, vol. 232, no. 4, 2016, pp. 117-127.

3 Pierre Cornu, « [La géographie rurale française en perspective historique](https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/france-espaces-ruraux-periurbains/articles-scientifiques/histoire-geographie-rurale) », *Géoconfluences*, avril 2018. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/france-espaces-ruraux-periurbains/articles-scientifiques/histoire-geographie-rurale>

extension du bâti pour les seules fonctions résidentielles dans une logique de périurbanisation ». Une troisième période va s'ouvrir avec « *l'inversion, d'abord ténue, puis plus franche des flux démographiques entre France urbaine et rurale [qui] donne l'espoir à Bernard Kayser d'une correction des effets de la concentration urbaine, ce qui l'amène à évoquer une « renaissance rurale* » (Kayser, 1990). "Dans le grand bouleversement de la hiérarchie des valeurs, la culture paysanne, autrefois méprisée, n'apparaît-elle pas comme un recours lorsque s'emballe dans sa fuite en avant la civilisation moderne ? C'est peut-être, en définitive, le meilleur signe de reconstitution de la vitalité des campagnes". *De fait, la société française est en forte demande de « ruralité », aussi bien dans son mode d'habiter que dans son assiette, pour ses loisirs ou encore ses projections dans l'imaginaire* ». Deux phénomènes vont venir accélérer cette dynamique de renaissance rurale, d'une part la prise en compte de la question écologique, d'autre part l'installation croissante de néoruraux renforcée par la pandémie de Covid-19.

Les bouleversements dans les territoires ruraux, même s'ils sont difficiles à situer précisément dans le temps, datent donc à minima d'une vingtaine d'années et la nouveauté relève moins de l'actualité des changements que de leur prise en compte, d'une part par la recherche, d'autre part par l'action publique.

L'étude proposée par le Centre Henri Aigueperse dans le cadre de l'Agence d'objectifs de l'IREC pour l'UNSA Éducation s'inscrit au carrefour de ces deux dimensions.

La première partie situe l'évolution sociale des territoires ruraux et interroge le passage du "*village*" aux "*ruralités*". Il s'agit d'éclairer - en dehors de la dimension économique largement étudiée par ailleurs – les leviers d'un développement rural mené tantôt en synergie avec les politiques publiques et tantôt en marge, voire en opposition de celles-ci. L'étude s'appuie sur les textes, les rapports officiels, les écrits scientifiques et montre d'ailleurs combien ceux-ci sont globalement en retard sur les transformations en cours.

La seconde partie de l'étude est consacrée à la question de l'Éducation et le poids de son implication dans le développement rural. Elle s'appuie sur des entretiens menés auprès des acteurs éducatifs dans deux départements identifiés comme ruraux : la Creuse et la Haute-Saône. Elle met en évidence à la fois les difficultés rencontrées et les initiatives innovantes générées dans ces territoires. Là encore, se mesure le décalage entre la pluralité du vécu quotidien et les dispositifs, programmes et injonctions pensés nationalement – et souvent loin du monde rural.

Le développement des ruralités

Aujourd'hui, les travaux de recherche viennent interroger les politiques publiques dans leur prise de conscience de cette évolution du monde rural, sur plusieurs plans :

- tout d'abord s'impose une pluralité des ruralités, là où longtemps a été perçu l'unité d'un rural synonyme de campagne ;
- ceci correspond profondément à un changement de l'activité principale qui, si elle demeure être l'agriculture, ne structure plus la vie des villages et n'en est plus le cœur dynamique ;
- l'habitant rural est lui aussi divers et ne peut se réduire au paysan, ni même au natif puisque des mobilités s'effectuent de plus en plus entre l'urbain et le rural et que la ville s'étend vers un espace "*rurbain*", en périphérie des villes, complémentaire d'une ruralité plus profonde voire plus isolée.

Le développement des ruralités ne passe donc plus par le seul renforcement de la production agricole et des activités qui lui sont liées. Il lui faut s'inscrire dans une approche globalisée ou systémique agissant sur l'ensemble de ce qui constitue la vie quotidienne des habitants des territoires ruraux, tout en prenant en compte les diversités de ces territoires et de leurs résidents. C'est dans ce cadre que les ruralités offrent la possibilité de dynamismes et d'innovations souvent très intéressantes. Ainsi les relations entre habitants doivent se construire avec les contraintes des distances et des isolements, mais elles prennent souvent les dimensions innovantes d'un tissu associatif dense, diversifié et actif, de démarches citoyennes novatrices et participatives, de productions culturelles qui s'ancrent dans les identités rurales tout en s'ouvrant vers l'extérieur, vers l'ailleurs...

Si la richesse des ruralités est essentiellement ses habitants, anciens comme nouveaux, la place des jeunes doit y être particulièrement interrogée. En effet ceux-ci sont moins nombreux dans les territoires ruraux qu'urbains et vivent des différences assez importantes, tant dans l'accès aux offres culturelles, qu'à celles de formation et d'insertion professionnelle. Malgré les difficultés qu'ils rencontrent notamment sur le plan financier avec un niveau de rémunération moindre qu'en ville, leur attachement à la ruralité continue à les faire rester ou revenir.

L'Éducation au cœur de ce développement

Ce regard particulier porté sur la population rurale la plus jeune implique de se pencher plus spécifiquement sur les conditions de scolarité et d'éducation présentes et développées dans les territoires ruraux. Si le village traditionnel n'existe plus, il va de soi que l'école communale d'antan n'a aucune raison de lui avoir survécu, ou de lui survivre. Aux nouvelles conditions de vie en ruralité doivent correspondre de nouvelles modalités de scolarité à l'école, au collège, au lycée, tout comme des formes adaptées d'actions éducatives en dehors du système scolaire, dans les associations socioculturelles et les structures culturelles, dans les mouvements d'éducation populaire comme dans les clubs sportifs.

Un décalage important existe dans le domaine éducatif, comme dans d'autres. Il oppose les volontés de développement portées -même si c'est parfois de manières différentes voire contradictoires – souvent par les habitants, les professionnels ou les élus avec des orientations nationales dictées par les réalités urbaines ou trop imprégnées d'une image trompeuse et dépassée des ruralités.

La mise en œuvre d'une politique globale d'éducation repose sur un partenariat équilibré, institutionnalisé et pérenne entre École, parents, acteurs associatifs, professionnels de l'animation, de la culture, du médico-social et des collectivités territoriales, le tout dans le respect des missions de chacun.

Il y a un subtil équilibre à trouver entre l'impulsion de l'État et les initiatives des forces vives territoriales. Certains dispositifs sont voués à l'échec quand ils ne sont pas déjà un peu en germe au niveau local. Sortir de la déploration, du sentiment de relégation, dont la cause se trouve dans l'éloignement. Des décisions prises à Paris dans l'intérêt d'espaces ruraux éloignés, si elles ne sont pas longuement concertées, réfléchies, accompagnées au long cours, auront finalement peu d'impact et peu de force transformatrice.

« On est les oubliés,

La campagne, les paumés,

Les trop loin de Paris,

*Le cadet de leurs soucis*⁴»,

Ces paroles de chanson nous ont été rappelées lors des séjours d'enquête en Creuse. Mais la diversité des personnes rencontrées, la vision panoramique comparative des politiques de jeunesse et d'éducation entre différents territoires nous rendent moins négatifs que les habitants et habitantes de ceux-ci. On peut dégager de cette étude comparative des éléments indispensables à la réussite d'initiatives pour améliorer le service public d'éducation au sens large :

- s'appuyer sur la proximité de connaissances, des différents réseaux (associatifs, politiques, professionnels). Les relations interpersonnelles en proximité sont une force des milieux ruraux (autant qu'elles peuvent en être un poison) ;
- si le village d'antan n'existe plus, alors l'école d'antan ne doit plus exister. En être persuadé entraîne une réflexion sur l'École du 21^{ème} siècle, et *in fine* sa transformation ;
- l'École doit absolument s'ouvrir sur son environnement : économique, culturel, associatif, naturel, ... c'est encore plus vital en rural éloigné, sous peine d'étouffer d'isolement en vase clos ;
- des initiatives innovantes existent, elles sont inspirantes, elles gagnent à être connues pour servir à d'autres qui sauront les adapter à leurs réalités. L'ingénierie pédagogique et éducative doit se développer et traverser les territoires.

Des leviers locaux pour se développer

Si depuis plus de 25 ans le monde rural se transforme profondément, il semble que les pouvoirs publics ne prennent la mesure de ses transformations qu'avec retard et décalage. Les textes pris par l'Éducation nationale sur les territoires éducatifs ruraux et leur mise en œuvre, comme l'initiative du ministère de la Culture pour le « *Printemps de la ruralité* », apparaissent comme bien tardifs et prenant mal en compte ce qui se fait déjà et aurait besoin d'être soutenu, aidé, amplifié. L'expertise des lycées agricoles et de leur mission d'animation territoriale, dans le cadre de l'enseignement socioculturel qu'ils dispensent, mériterait d'infuser dans les établissements scolaires du ministère de l'Éducation nationale. La construction de projets éducatifs de territoires nécessiterait un renforcement en accompagnement de la part de l'État, en matière de soutien technique et pédagogique, mais aussi dans l'aide financière à la création de poste de coordonnateurs formés et titulaires de diplômes professionnels nationaux de haut niveau, afin de pouvoir répondre à la complexité des différents partenaires à mobiliser et faire agir ensemble.

En situant le développement des ruralités dans le cadre large des évolutions qui touchent les territoires ruraux et leurs habitants avant d'en préciser l'apport de la dimension éducative, illustrée dans deux départements, cette étude a pour résultat de décaler le regard sur le monde rural. Il ne s'agit pas de s'apitoyer sur des zones en voie de désertification, oubliées de tous et livrées à elles-mêmes. Il ne s'agit pas non plus de faire l'apologie de lieux idéalisés offrant une vie saine, calme et reposante en communion avec la nature. La recherche montre que de très nombreux projets sont portés dans les territoires ruraux par des habitants, des professionnels et des élus motivés et engagés. Elle met aussi en évidence le retard et parfois l'inadaptation des politiques publiques censées venir en appui de ces territoires. Elle insiste enfin sur la nécessité de lutter contre les enfermements. Si les mobilités et les couvertures réseaux doivent permettre aux ruralités de sortir de leurs enclavements, l'accès à l'Éducation et à la Culture doit aussi offrir des pistes d'émancipation, d'ouverture aux autres et aux différences et agir contre le risque de replis sur soi identitaires.

C'est dans cette dimension que les ruralités ont à se développer, dans la reconnaissance de leurs spécificités et diversités, dans leur capacité à construire de nouveaux rapports à la nature et au vivant, dans leur ambition à proposer de nouvelles manières de vivre ensemble en inventant de nouvelles formes d'aménagement local, de solidarité, de participation citoyenne, d'économie. S'il ne s'agit pas de tout demander aux territoires ruraux, il convient de les reconnaître comme des lieux capables d'expérimentations à accompagner pour les mener, les expertiser, les évaluer et en permettre la diffusion et la mutualisation.

*

Pour aller plus loin – Quelques repères bibliographiques

En 2021, le Centre Henri Aigueperse avait mené un travail d'étude sur le thème de l'éducation et des territoires dans le cadre de l'agence d'objectifs de l'IRES pour l'UNSA Éducation. Il est consultable ici : <https://ires.fr/publications/unsa/education-et-territoire-s/>

Bouquet, Brigitte et Patrick Dubéchet. « *Quelques enjeux autour des territoires ruraux* », *Vie sociale*, vol. 22, no. 2, 2018, pp. 13-31.

Coquard, Benoit, *Ceux qui restent*, Éditions La Découverte, octobre 2019, page 80

CESE, *Place des jeunes dans les territoires ruraux*, 2017

<https://www.lecese.fr/travaux-publies/place-des-jeunes-dans-les-territoires-ruraux>

Cornu, Pierre, « *La géographie rurale française en perspective historique* », *Géoconfluences*, avril 2018. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/france-espaces-ruraux-periurbains/articles-scientifiques/histoire-geographie-rurale>

Millery, Edwige, et Léa Garcia. « *Loisirs des villes, loisirs des champs ? L'accès à l'offre et aux loisirs culturels dépend du lieu de résidence mais aussi des caractéristiques sociales des individus* », *Culture études*, vol. 5, no. 5, 2023, pp. 1-32.

Orlandi-Dubois, Valérie, *Les jeunes invisibles des zones rurales : du non-recours à l'invisibilité sociale*, mémoire deis, novembre 2017.

Poulot, Dominique. « *Vous avez dit Patrimoine rural ?* », *Pour*, vol. 226, no. 2, 2015, pp. 39-47.

Poulot, Monique. « *Des ruralités en renouvellement* », *Pour*, vol. 239, no. 1, 2021, pp. 45-53

Reghezza-Zitt, Magali. « *Chapitre 6. Des territoires ruraux en recomposition* », *La France dans ses territoires*. sous la direction de Reghezza-Zitt Magali. Armand Colin, 2017, pp. 177-204.

Rieutort, Laurent. « *Les territoires ruraux face à quatre transitions* », *Population & Avenir*, vol. 761, no. 1, 2023, pp. 4-7.

<https://injep.fr/publication/qui-sont-les-jeunes-ruraux-caracteristiques-sociodemographiques/>

<https://www.education.gouv.fr/les-territoires-educatifs-ruraux-308601>

<http://www.vie-publique.fr/rapport/272988-collectivites-territoriales-et-developpement-des-territoires-ruraux>

Recherche menée par le Centre Henri Aigueperse pour l'UNSA Éducation dans le cadre de l'agence d'objectifs de l'IRES

